



FSU DU TERRITOIRE DE BELFORT

Déclaration préalable - CDEN - Vendredi 8 novembre 2024

Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

Les élections législatives ont désavoué la politique menée par le gouvernement Attal : cette volonté de changement de politique aurait dû, en démocratie et selon les valeurs de notre République, se traduire dans les actes du nouveau gouvernement. Malheureusement, il n'en a rien été, M. Macron nommant un premier ministre appartenant à un parti politique désavoué par les urnes, se sentant obligé de demander l'assentiment du Rassemblement National pour sa nomination.

Lors de son discours de politique générale, le premier ministre Barnier annonçait que l'École restait sa priorité... tout en nommant une ministre de l'Education Nationale dont la seule expérience d'éducation a concerné la formation de "helpers" pour les expatriés.

Très mauvais signal, comme son traitement de l'hommage à nos collègues assassinés Samuel Paty et Dominique Bernard : la ministre a annoncé dans les médias le vendredi pour le lundi une minute de silence, se contentant de copier/coller le mail envoyé l'année dernière... mais sans en changer la date... **Quel amateurisme !**

Nos collègues s'indignent par ailleurs de la dernière annonce gouvernementale de la part du ministre de la fonction publique Kasbarian qui annonce la mise en place de trois jours de carence en cas d'arrêt maladie pour les fonctionnaires. Pour expliquer son choix, le ministre sous-entend que les enseignants sont plus absents que dans les autres professions, ce qui est complètement faux, chiffres de l'INSEE à l'appui. Sur une année, seuls 2,6% des professeurs sont absents au moins un jour pour raisons de santé, alors que les employés du secteur privés cumulent 50% de plus d'absences... **Quel mépris !**

Tout cela est entériné par le projet de budget 2025 : 4000 suppressions de postes d'enseignant·es sont annoncées et aucune nouvelle mesure de revalorisation salariale. Le gouvernement choisi d'augmenter la précarité salariale, en renforçant l'emploi de salariés précaires comme les contractuel·les enseignants, AESH, AED...

Parallèlement, le gouvernement fait le choix de préserver le SNU, gadget coûteux et révélateur de la volonté du gouvernement de mettre la jeunesse au pas. Des milliards pour le SNU, pour les uniformes, pour le pacte (qui n'est pas une revalorisation) et des suppressions de postes d'enseignant·es, les choix du gouvernement en matière d'éducation sont clairs !

Les coupes budgétaires dans l'Education Nationale sont notre quotidien depuis de nombreuses années. Personne ne conteste la baisse démographique en cours, mais elle aurait permis de revenir notamment à des effectifs plus soutenables, alors que la France affiche actuellement les classes les plus chargées d'Europe !

Dans le premier degré, les 3155 suppressions de postes vont se traduire par des milliers de fermetures de classes. Le pire est à craindre pour notre département. Pour cette rentrée 2024, nous n'avons jamais vécu une carte scolaire aussi catastrophique avec 14 postes en moins dès le départ et une répartition inéquitable sur l'ensemble du département.

En voulant ménager les intérêts de chacun, en bout de chaîne, ce sont les élèves et par conséquent leurs enseignants qui en paient les frais. Nous n'avons jamais entendu autant d'enseignants envisager une démission !

Le constat est identique dans le second degré : les classes sont surchargées, il manque encore et toujours des personnels dans de nombreux établissements. Le vivier de remplaçants est désormais quasiment inexistant, il faut compter sur les contractuels, au statut précaire, pour assurer les remplacements et malgré cela, il manque des professeurs dans certaines disciplines, preuve que la crise des vocations est une réalité.

Nous dénonçons les cadeaux innombrables faits à l'enseignement privé, qui contribuent à un séparatisme scolaire de plus en plus criant. Dans notre département, les 3 collèges privés accueillent les élèves les plus favorisés et bénéficient en plus de meilleures dotations horaires, comparées aux collèges publics.

La FSU exige un rééquilibrage immédiat des dotations, dès la rentrée prochaine.

La FSU rappelle son opposition au financement pour l'aide à l'investissement des établissements privés sous contrat dans le cadre de la loi Falloux. **L'argent public doit aller au public !**

Nous rappelons que la FSU a d'autres ambitions pour les élèves :

- **assurer la démocratisation, la cohésion sociale, conforter l'idéal républicain ;**
- **donner du temps et des moyens sur le terrain ;**
- **faire confiance aux personnels, à leur engagement et à leur professionnalisme.**

C'est ça le sens du service public, c'est ça le sens de la démocratie.

Mais est-ce bien cet idéal républicain-là qui est porté au plus haut niveau de l'État ? Permettez-nous d'en douter.

En conclusion, nous vous demandons de bien vouloir soumettre au vote de l'ensemble de ce CDEN une motion demandant l'annulation des suppressions de postes après les déclarations liminaires, rédigée comme suit :

« Le gouvernement a annoncé la suppression de 4035 postes à l'Éducation Nationale dont 3155 pour les écoles. Le CDEN du Territoire de Belfort dénonce ces suppressions qui continueront à dégrader les conditions de travail des personnels et d'étude de nos élèves, à menacer la présence d'écoles et de collèges ruraux. Le CDEN demande leur annulation. »